

Arrestation arbitraire des porte-paroles nationaux de la Confédération paysanne

Communiqué de l'URC du 10 janvier 2026

Alors que le mouvement intersyndical de lutte des agriculteurs se renforce, Emmanuel Macron et son gouvernement viennent de passer un cran supplémentaire dans la répression.

Ce 9 janvier 2025 au matin, deux porte-paroles nationaux de la Confédération paysanne, Thomas Gibert et Stéphane Galais, ont été arbitrairement arrêtés par la police à Paris et placés en garde à vue (ils n'ont été relâchés qu'en fin de journée).

N'ayant que la violence pour imposer sa vision de la production agricole fondée sur le profit et la maltraitance environnementale et sociale qu'elle génère, le gouvernement entend imposer sa politique par la force, dans la droite lignée de la fascisation en cours en France et en Europe.

La répression contre les précédents mouvements sociaux ayant été jusqu'aux mutilations et aux répressions pénales des manifestants, **l'Union pour la Reconstruction Communiste appelle à la vigilance et à la résistance en amplifiant le mouvement de contestation.**

Nous savons que plusieurs responsables syndicaux ont été interpellés par la police depuis hier, ce qui constitue des atteintes inacceptables à la liberté syndicale et aux libertés collectives.

L'Union pour la Reconstruction Communiste considère que ces actes visent à l'intimidation.

Une telle doctrine est celle d'un État fascisant. Elle ne doit pas rester sans réponse. **C'est pourquoi nous appelons le mouvement syndical et politique à s'organiser pour soutenir la lutte des agriculteur** non seulement contre les accords de libre-échange comme le MERCOSUR, que l'UE vient d'approuver honteusement aujourd'hui, mais aussi parce que cette logique de concurrence tend à favoriser les grands exploitants, véritables capitalistes agricoles,



et à augmenter l'exploitation des ouvriers agricoles, des saisonniers (dont une grande part est une main d'œuvre immigrée déjà sur exploitée) ou la concurrence sur les petits exploitants soucieux de la qualité de leur production.

Ce n'est pas l'augmentation de normes comme le prétend la FNSEA qui ruine les agriculteurs mais le capitalisme.

C'est cette radicalisation de la bourgeoisie pour maintenir son taux de profit qui pousse à la violence pour faire passer en force un mode de production agricole qui ruine ses producteurs, l'environnement et la santé publique.

Nous apportons notre soutien total aux agriculteurs qui luttent contre les traités de libre-échange, notamment celui du MERCOSUR, et depuis plusieurs semaines, contre la politique sanitaire d'abattage des troupeaux de bovins.

L'Union pour la Reconstruction Communiste apporte son soutien à la Confédération Paysanne face à la répression.

Amplifions la lutte en faisant converger la lutte des travailleurs agricoles et celles de tous les travailleurs victimes du capitalisme pour stopper les politiques libérales et la fascisation qui les permettent !